



Administration
de l'Aménagement du
Territoire et du Logement

DIRECTION URBANISME

1035 BRUXELLES,
Gare du Nord
Rue du Progrès 80 - boîte 1
Tél : 02/204.21.11
Fax : 02/204.15.23
E-Mail : aatl.urbanisme@mrbc.irisnet.be

07PFD548671_145_35

RECOMMANDE

Collège des Bourgmestre et Echevins de Forest

Rue du Curé 2
1190 Bruxelles

25-09-2017

Votre lettre du

Vos références

Nos références
07/PFD/548671

Annexe(s)
1 dossier

Votre correspondante : Carine DEFOSSE, Assistant principal - tél. : 02/204.23.42 E-mail : cdefosse@sprb.brussels

PERMIS D'URBANISME

LE FONCTIONNAIRE DELEGUE,

vu la demande de permis d'urbanisme :

- Commune : Forest
- Demandeur : Collège des Bourgmestre et Echevins de Forest
- Situation de la demande : Rue Berkendael
- Objet de la demande : Réaménager la rue Berkendael de façade à façade entre les avenues Brugmann et Albert :
 - abattre 51 arbres et en replanter 23 en zone de stationnement ;
 - aménager un abord d'école et placer des dispositifs ralentisseurs.

attendu que l'accusé de réception de cette demande porte la date du 24/10/2014 ;

vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme modifiée ;

vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles Capitale du 6 juillet 1992 désignant les fonctionnaires délégués modifié ;

vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 relatif à l'instruction par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatives à des travaux d'utilité publique modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 novembre 1993;

vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997;

vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ;

vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (COBAT) ;

⁽¹⁾ vu l'avis du 16/02/2017 du Collège des Bourgmestre et Echevins de Forest ;

⁽¹⁾ attendu que le Collège des Bourgmestre et Echevins de Forest n'a pas émis son avis dans les trente jours de la date de la demande qui lui en a été faite par l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (lettre du 24/10/2014) ; que cet avis est donc réputé favorable ;

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien :

~~⁽⁴⁾ un plan particulier d'affectation du sol approuvé le et dénommé~~

~~⁽⁴⁾ dont la modification a été décidée par arrêté du~~

~~⁽⁴⁾ un permis de lotir n° du~~

~~⁽⁴⁾ dont la modification – l'annulation ⁽⁴⁾ a été décidée par arrêté du~~

~~⁽¹⁾ attendu que la demande déroge au susdit plan particulier – permis de lotir ⁽⁴⁾; que par sa délibération du , le Collège a émis son avis sur la demande de dérogation ⁽⁴⁾;~~

⁽¹⁾ attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du 08/11/2014 au 07/12/2014 et que 44 réclamations ont été introduites ;

⁽¹⁾ vu l'avis de la commission de concertation du 16/12/2014, 14/02/2017, 29/11/2016 ;

⁽¹⁾ vu les règlements régionaux d'urbanisme ;

⁽¹⁾ vu les règlements communaux d'urbanisme,

ARRETE :

Article 1er Le permis est délivré à Collège des Bourgmestre et Echevins de Forest, pour le réaménagement de façade à façade de la rue Berkendael entre les avenues Brugmann et Albert, abattre 51 arbres et replanter 38 *Betula pendula* 'Zwitsers Glorie' en zone de stationnement, aménager un abord d'école et placer des dispositifs ralentisseurs.

pour les motifs suivants ⁽²⁾ :

0) COMPETENCE DU FONCTIONNAIRE DELEGUE :

Considérant qu'en application de l'article 175 du COBAT, *le permis d'urbanisme est délivré par le fonctionnaire délégué lorsqu'il est sollicité par une personne de droit public désignée par le Gouvernement et à condition que les actes et travaux soient directement liés à l'exercice de ses missions (1°) et lorsqu'il concerne des actes et travaux d'utilité publique déterminés par le Gouvernement (2°)*;

Considérant l'inclusion des « communes » à l'article 1-1° de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 1993 déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué ;

Considérant l'inclusion des « actes et travaux concernant {...} la modification d'infrastructures de communications routières {...} » à l'article 1^{er} - 1° point a de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 DECEMBRE 2002 déterminant la liste des actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les certificats d'urbanisme et les permis d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué ;

La présente demande de permis d'urbanisme, concernant la modification d'infrastructures de communications routières et introduite par la Commune dans le cadre de politiques relatives aux infrastructures de communication routières et à la mobilité, relève de la compétence du fonctionnaire délégué ;

1) CONTEXTE :

Considérant le bien se situe en réseau viaire et en zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement du plan régional d'affectation du sol arrêté par arrêté du gouvernement du 3 mai 2001 ;

Considérant que la rue Berkendael fait partie du réseau local des voiries à la carte 5 du PRD ;

Considérant qu'un Itinéraire Cyclable Régional (ICR) passe par la rue Berkendael ;

2) OBJET

Considérant que la demande vise à réaménager la rue Berkendael de façade à façade entre les avenues Brugmann et Albert;

- abattre 51 arbres et en replanter 23 en zone de stationnement ;

- refaire le coffre de la voirie,

- aménager un abord d'école et placer des dispositifs ralentisseurs ;

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

3) PROCEDURE

a) Instruction

Considérant que le projet a été soumis aux mesures particulières de publicité, d'une durée de 30 jours, sur le territoire de la commune de Forest en application de la prescription 25.1 du PRAS « actes et travaux ayant pour objet la modification de l'aménagement des voiries et itinéraires des transports en commun » ;

Considérant l'avis de Bruxelles Mobilité – AED daté du 24/05/2017 ;

Considérant que le Collège de la Commune d'Ixelles a été interrogé, en date du 24/10/2014, que celui-ci n'a pas émis son avis dans les trente jours de la date de la demande qui lui en a été faite par l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire ; que cet avis est donc réputé favorable ;

b) Enquête publique et commission de concertation

Considérant que durant l'enquête publique qui s'est déroulée du 08/11/2014 au 07/12/2014, 44 plaintes ont été introduites portant principalement sur :

Concernant les arbres

- l'abattage va à l'encontre du caractère historique de la rue et du quartier et des caractéristiques de la ZICHEE et du bon aménagement des lieux,
- les bouleaux constituent la beauté, la poésie, le charme de la rue, ce qui fait que l'on a envie de s'y promener, les bouleaux sont à l'origine du nom de la rue, et y sont présents depuis longtemps, le bouleau est une espèce plus lumineuse que les arbres habituels que l'on voit à Bruxelles donnant sa particularité à cette rue,
- l'abattage des bouleaux va à l'encontre de la biodiversité, nuit aux insectes, oiseaux et chauves-souris, le projet est en contradiction avec le PRDD, le PRAS, le CoBAT, l'Agenda 21, le projet de couloir écologique, le projet de plan régional nature de la Région, avec l'ordonnance nature, « adopter un pied d'arbre », etc. ; l'abattage des arbres va à l'encontre du programme politique de la Région et d'Ecolo,
- le projet altère le cadre de vie de par la diminution de la qualité végétale de la rue,
- l'abattage des arbres en voirie à Forest est de plus en plus fréquent (voir avenue Evrard, Marconi, Van Volxem, etc.),
- il y a une disproportion entre l'abattage des tous les arbres et les désagréments qu'ils engendrent, la transplantation des arbres a-t-elle été envisagée (parfois moins coûteuse que l'abattage) ? Aucune solution alternative n'a été étudiée afin de conserver les arbres existants ?
- il n'y a que 4 arbres réellement dangereux, l'abattage de tous les autres n'est donc pas justifié,
- un projet prévoyant le maintien d'au moins les 35 bouleaux en bonne santé (mais à élaguer et entretenir) serait préférable,
- un remplacement progressif des arbres malades serait plus judicieux,
- la commune a décidé de ne pas abattre les arbres du côté d'Avenue Brugmann sans explication, si la commune ne touche pas les arbres du côté d'Avenue Brugmann pourquoi veulent-ils abattre les arbres sur le côté de Forest?
- dans la même rue à Ixelles les mêmes arbres ne posent pas de problèmes car ils sont entretenus,
- la proposition de plantation des nouveaux arbres n'est pas opportune car ils sont de trop petite taille, non adaptés à la rue, ennuyeux, nécessite du soleil et beaucoup plus d'entretien, l'espèce de plantation proposée est marcescent ce qui va occasionner une perte de lumière pour les habitations de la rue
- il serait peut-être plus intéressant de planter plutôt des Quercus Bimundorum Crimschmidt qui prennent de belles couleurs en automne,
- il est heureux de remplacer les arbres de la rue par la même espèce partout car le mélange actuel n'est pas très heureux,
- il est heureux de ne pas replanter des bouleaux car ils sont hautement allergènes (d'autant plus pour les enfants), font beaucoup de crasses (perte de feuilles et de fleurs) et abîment les trottoirs,
- quel que soit le projet il est indispensable que la Commune entretienne régulièrement ces plantations, ce qui n'est actuellement pas le cas,
- il serait souhaitable de récupérer les plantations "pieds d'arbres" pour pouvoir les replanter après,

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

- il serait judicieux de prévoir une clôture autour des bacs des arbres afin d'éviter que les voitures ne se garent dessus, que les chiens ne s'en servent comme toilette et pour dissuader les dépôts de déchets clandestins,
- l'implantation des arbres tient-elle compte des entrées de garages existants ? déjà problématique (exemple au n°99) ?

Concernant les trottoirs :

- La réduction de la largeur des trottoirs au profit de la voirie est déplorable,
- cela ne sert à rien de refaire les trottoirs puisqu'ils seront rapidement endommagés par les autres services publics (Vivaqua, Sibelga, etc.) autant mettre plus d'argent dans l'entretien des arbres existants,
- y-a-t'il eu des plaintes concernant les cheminements ?

Concernant le parking :

- il y a déjà actuellement un manque de place de parking, le projet va empirer la situation,
- le manque de parking va accroître les embouteillages polluants aux abords de l'école,
- le stationnement en épis, d'un seul côté de la rue a-t-il été étudié ?
- le nombre de place étant diminué, les plages payantes devraient être étendues de 8h à 20h,
- il faudrait prévoir une zone de dépose minute pour l'école européenne,

Concernant l'égouttage :

- les problèmes d'égouttages ne sont pas dus aux arbres mais aux déchets, et donc au manque d'entretien de la Commune
- la capacité des avaloirs a-t-elle pris en compte le changement des précipitations afin d'éviter les caves inondées ?
- la pente des trottoirs a-t-elle été vérifiée afin d'éviter les caves inondées ?

Concernant les casse-vitesses :

- ils ne sont pas placés judicieusement,
- ils sont insuffisants car trop distants les uns des autres,
- des casses-vitesse et des feux pourraient décourager les gens qui passent par la rue Berkendael pour éviter l'avenue Molière,
- les casses-vitesse existants engendrent des fissures aux immeubles,
- un coussin berlinois devrait être implanté au début de la rue et à hauteur de l'école européenne afin que la zone 30 soit respectée (ce qui n'est actuellement pas le cas),

le projet est uniquement basé sur des volontés économiques :

- tout abattre en une fois (moins cher que d'essayer de conserver),
- replanter moins pour moins de besoin d'entretien,
- améliorer la circulation des autocars pour conserver l'école européenne locataire actuel de l'école,

le projet ne favorise pas les vélos,

le projet entraînerait une dépréciation des prix des biens immobiliers,

le projet a un effet négatif sur les commerces locaux,

les impétrants pourraient ne plus être placés dans la zone de trottoir ;

Considérant que lors de la première séance de la Commission de Concertation du 16/12/2014, les réponses suivantes ont été apportées oralement aux remarques évoquées en séance :

-la ZICHEE ne porte que sur les façades et ne s'applique pas à la voirie,

-la demande vise à la conservation d'un maximum de place de stationnement existant,

-la commune est ouverte à la densification des arbres mais cela serait au détriment des places de parking,

-la demande veille à l'équilibre entre arbres et stationnements en ramenant les arbres en voirie,

-il a eu une réunion d'information préalable, une volonté de travail participatif a été élaborée, la commune est prête à revoir le projet,

-il y a effectivement eu une erreur dans un courrier informatif envoyé aux habitants concernant la largeur des arbres,

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

-la rue de Berkendael est actuellement en mauvais état, les problèmes techniques ont mené à la demande telle que présentée notamment concernant la gestion des impétrants,

-concernant les potelets ils peuvent rester amovibles,

-concernant les coussins berlinois il y a des avis contre et des avis pour, la demande prévoit un compromis, le coussin a été choisi car il permet d'atténuer les nuisances due au passage de camions et de bus non impacté par ces dispositifs, que ces véhicules sont nombreux dans la rue (bus scolaires et prison),

-il s'agit d'un projet subventionné par la Région,

-les interventions des sociétés de gestion des impétrants ne devraient plus intervenir dans les 3 ans et seront appelés avant travaux afin d'éventuellement d'intervenir si besoin avant travaux,

-avant travaux les égouts seront contrôlés et le cas échéant remplacés,

-par rapport à la Commune d'Ixelles le réseau et les arbres situés dans cette partie de la voirie ne sont pas les mêmes mais s'il y a des solutions, la demande pourraient être reconsidérée,

-les pompiers demandent une plus grande largeur de rue,

-le RRU impose une largeur de trottoir au minimum de 1m20 ponctuellement (sur 50cm) et 1,5m en général, même si une largeur de 2m est préconisée ;

Considérant qu'en ce qui concerne la comparaison avec la partie de la rue jouxtant la commune d'Ixelles, la largeur même de la voirie a induit un comportement différent des arbres, d'un côté cherchant le soleil ils se sont inclinés vers le centre de la voirie, de l'autre disposant d'un ensoleillement plus large ils ont pu monter de manière plus rectiligne ; que la problématique des câbles des concessionnaires nécessitera également, d'ici peu, d'envisager d'adapter le profil de la voirie ;

Considérant qu'en date du 16 décembre 2014, la Commission de Concertation a décidé de reporter son avis afin de permettre au Collège, suite aux remarques des riverains, de compléter le dossier en ce qui concerne le sous-sol et notamment les impétrants, la position des concessionnaires et la pose des arbres (voir notamment ce qui a été fait du côté d'Ixelles) ;

Considérant que lors de cette même séance, la Commission de Concertation a suggéré qu'en cas de non maintien de la situation existante, qu'une proposition graphique d'augmentation du nombre d'arbre et prévoyant des bouleaux devrait être présentée ;

Considérant que le dossier a été représenté aux habitants en séance de la Commission de Concertation du 29 novembre 2016 ; qu'afin de permettre aux habitants d'analyser les documents préparés il a été mis à disposition des habitants, à partir du mois de septembre 2016, une page internet reprenant les plans de permis d'urbanisme, une proposition amendée ainsi que les divers contacts avec les sociétés intercommunales gérant les impétrants ;

Considérant que lors de cette séance, les services techniques communaux ont expliqué :

- Avoir contacté les impétrants et fait faire par ceux-ci des fouilles afin de localiser in-situ les emplacements des canalisations, que de ces fouilles il ressort que la plupart des impétrants sont actuellement situés en trottoirs,
- Qu'il semble peu raisonnable de déplacer l'ensemble de ces impétrants en zone de stationnement afin de pouvoir planter des bouleaux en zone de trottoirs.
- Que les égouts vont devoir également être rénovés et partiellement remplacés (égout principal ainsi que les raccordements).
- Que la situation des bouleaux, pour nombre d'entre - eux relativement penchés et donc hors aplomb, empêchent Sibelga de remplacer le câble haute tension, remplacement qui doit se faire le plus vite possible sans quoi ils ne pourront plus, à court terme, garantir une alimentation stable de ce quartier ainsi que des prisons de Forest ;

Qu'il est donc impératif de procéder à un abattage, afin de pouvoir remplacer urgemment le réseau électrique.

Considérant que les services techniques communaux ont également analysé les remarques et souhaits des habitants ; que divers plans tels que des plans reprenant le plus précisément possible les positions actuelles et futures des câbles et raccordements à l'égout devant être remplacés, ont été établis ; qu'il ressort de ces plans que, si comme le souhaite la société de distribution d'énergie le câble haute-tension est placé côté « école et prison », seul 10 bouleaux (côté impairs – habitations) sur les 40 existants pourraient éventuellement être conservés suite aux travaux ;

Considérant qu'afin de répondre à certaines demandes des habitants une proposition amendée (version 2) a été proposée en Commission de Concertation en date du 29/11/2016; que ce projet propose de :

- Planter 31 Betula pendula 'Zwitsers Glorie' au lieu de 23 Chênes pédonculé fastigié (40 Betula pendula en situation actuelle dont 3 à abattre pour des raisons de sécurité et 1 mort ou manquant)
- Ne pas replanter de prunus (14 en situation actuelle dont 4 morts ou manquants)

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

- Réduire de 3 le nombre d'emplacement par rapport au projet précédemment proposé (58 emplacements au lieu de 65 en situation actuelle et 61 dans le projet initialement déposé) ;
- Que d'autres adaptations plus ponctuelles sont également prévues au niveau des carrefours et dans l'organisation générale de la rue ;

Considérant qu'en séance les riverains ont fait part de leur étude de l'impact des futurs travaux d'impétrants et ont présenté leurs conclusions :

- Sans les plans de localisation de Vivaqua, ils ont positionné approximativement les raccordements privés, leur conclusion est toutefois similaire à celle de la commune : énormément de bouleaux devront être abattus suite aux travaux des impétrants.
- Ils estiment qu'il est possible de maintenir un certain nombre de bouleaux malgré la nécessité d'intervenir pour les intercommunales ; que ce maintien vaut la peine d'être tenté ;
- Les riverains présentent trois contrepropositions.
 - Deux qui nécessitent le placement de la haute tension en voirie et une troisième qui suppose le placement du câble haute tension de Sibelga en trottoir du côté impair (habitations) au lieu du côté pair (prison).

Considérant qu'il est déconseillé de prévoir des câbles en voirie au vu de l'impact que peut avoir les interventions ultérieures sur la circulation dans une rue à une bande et dans laquelle se trouve des accès à des équipements de type : prison et école ;

Considérant que suite à la proposition des habitants, l'administration communale a proposé de demander à Sibelga s'il est techniquement possible de placer le câble haute-tension du côté impair (coté habitations) et d'analyser le projet en fonction du résultat de cette consultation ;

Considérant que, sachant le délai pour remettre un avis valide dépassé, la Commission de Concertation a estimé utile de laisser le temps suffisant au Collège pour lui permettre de tenter de faire évoluer son projet dans le sens des habitants ; que son avis est à nouveau reporté ;

Considérant qu'après avoir reçu confirmation de la part de Sibelga qu'il était possible, même si non réellement souhaitable, de déplacer le câble haute-tension du côté impair de la rue, le demandeur a analysé la possibilité de maintenir certains bouleaux actuels dans la rue ; que cette proposition a été soumise à l'avis de la Commission de Concertation mais ne peut être retenue ;

Considérant, au regard de cette proposition que :

- si celle-ci permet de maintenir certains spécimens, seuls 12 bouleaux pourraient être conservés tout en sachant que les travaux de décaissement nécessaires à la réalisation de la voirie (+/-30 cm en trottoir et +/- 70 cm en voirie) seraient très intrusifs pour les racines des arbres ;
- les racines de ces arbres seraient donc aussi fortement impactées ;
- leur pérennité ne pourra donc être garantie tout en sachant que 9 de ceux-ci ont un tronc hors aplomb et que 2 sont de jeunes sujets plantés récemment (avant qu'il ne soit envisagé de refaire l'ensemble de la voirie) ;
- la proposition envisageant de maintenir certains arbres côté « prisons » ne permet pas d'assurer un aménagement cohérent de la voirie ;
- seuls les nouveaux arbres seraient alignés, les nouvelles plantations prévues en regard des arbres existants ne pouvant être placés en face de ceux-ci ;
- en matière de revêtement de sol il convient d'assurer un accès propre et en dur à chaque bâtiment, fussent-ils scolaires, et non un revêtement en dolomie comme proposé par les habitants ;
- la largeur de la chaussée serait réduite handicapant ainsi fortement le SUL (ICR régional) ;
- que la largeur des trottoirs, au droit des arbres maintenus, resterait inférieure aux minima imposés par le RRU ; que la planéité des trottoirs ne serait pas garantie au vu du soulèvement des revêtements par les racines ;

Considérant qu'il n'est pas non plus possible de maintenir les arbres côté « habitations », le trottoir de ce côté de la rue n'étant dans ce cas-là pas conforme au RRU en matière de largeur et les arbres qui pourraient être maintenus seraient de grands spécimens situés fort proche des façades (ombres + allergies) ; que d'autres éléments évoqués ci-avant tels que largeurs de voirie et cohérence de l'aménagement seraient également d'application ;

Considérant qu'il est préférable dans cette situation de prévoir un aménagement cohérent de l'ensemble de la voirie tout en maintenant des bouleaux comme essence d'arbre, une voirie conforme au RRU permettant le passage de l'itinéraire cycliste régional, des trottoirs libres de tout obstacle de minimum deux mètres de large et permettant de planter presque autant de bouleaux que dans la proposition adaptée sur base de la proposition de l'étude des riverains ;

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

Considérant qu'un tel projet garantira pour le futur le caractère particulier de cette voirie ; qu'en rapprochant les arbres de l'axe de la voirie, on permet à leurs couronnes de se rejoindre plus aisément sans nécessiter l'inclinaison hors aplomb des arbres ; que l'abattage suivi d'une replantation bien plus importante que prévue dans le projet déposé initialement garantira également la poursuite des objectifs régionaux en matière de biodiversité ;

Considérant que la Priorité 8 du P.R.D. vise notamment un transfert modal de la voiture vers les autres modes de déplacement ;

Considérant que le projet améliore sensiblement les conditions de sécurité et de confort des piétons et cyclistes ;

Considérant que la Priorité 11 vise également à réduire l'insécurité qui découle également en grande partie des dangers liés à la circulation, en particulier pour les usagers les plus fragiles tels que les piétons et les cyclistes ; que le réaménagement des espaces publics doit prendre en compte les mesures nécessaires à la sécurisation des personnes ;

Considérant que le projet s'inscrit dans les priorités stratégiques régionales du P.R.D. ;

Considérant qu'une diminution du volume trafic routier passe inéluctablement par une réduction globale de la capacité de stationnement en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le plan précise que « l'espace urbain doit être au service de tous, et d'abord du premier utilisateur de la ville, le piéton » ; que Bruxelles doit, pour 2018 développer les transports publics, première priorité des pouvoirs publics bruxellois, et être articulée sur la base d'un principe d'organisation de l'aménagement urbain plaçant les transports publics, piétons et cyclistes au centre des préoccupations de déplacement ; que ce principe neutralise toute concurrence entre les trois modes prioritaires, qui sont complémentaires et constituent l'alternative aux déplacements en voiture particulière ;

Considérant que le projet est parfaitement en phase avec les orientations stratégiques inscrites au plan IRIS II, qui fait office de plan régional de mobilité ;

Considérant que la Commission de Concertation du 14/02/2017, a remis un avis favorable (hors délai) mais conseillant de revoir le projet initialement déposé en fonction des remarques suivantes :

- replanter, comme proposé dans la version 2, 31 *Betula pendula* 'Zwitsers Glorie' en réduisant, si nécessaire, légèrement le nombre de place de stationnement ;
- d'augmenter, comme proposé dans la version 2, au maximum la taille des espaces de plantation pour les nouveaux boulevards ;
- d'adoucir, comme proposé dans la version 2, la courbe d'accès à l'avenue Albert ;
- de prévoir des pavés de platine de récupération.

c) Application de l'article 177/1

Considérant que, conformément à l'article 177/1 du COBAT, préalablement à la décision du fonctionnaire délégué, le demandeur peut produire des plans modificatifs ainsi que, le cas échéant, un complément au rapport d'incidences ;

Considérant qu'en application de l'article 177/1, la commune a introduit des plans modifiés en date du 31/03/2017, que ces modifications visent à répondre aux trois premières remarques de la Commission de Concertation du 14/02/2017, à savoir :

- replanter, comme proposé dans la version 2, 31 *Betula pendula* 'Zwitsers Glorie' en réduisant, si nécessaire, légèrement le nombre de place de stationnement ;
- d'augmenter, comme proposé dans la version 2, au maximum la taille des espaces de plantation pour les nouveaux boulevards ;
- d'adoucir, comme proposé dans la version 2, la courbe d'accès à l'avenue Albert ;

qu'il prévoit également de « marquer » symboliquement les accès aux bâtiments particuliers de cette voirie par l'alternance de matériaux de revêtement de sol ;

d) Application de l'article 191 du Cobat

Considérant qu'en application de l'article 191 du Cobat, le Fonctionnaire délégué a notifié au demandeur sa décision d'imposer des conditions qui impliquent des modifications aux plans déposés initialement (notification le 26/05/2017), que les conditions sont les suivantes :

« Augmenter le caractère boisé en densifiant les plantation d'un minimum 6 à 8 arbres. Les arbres seront redistribués, de préférence du côté « prisons », en fonction de l'aménagement global de la voirie. Les plantations pourront être effectuées de manière irrégulière afin de conserver l'aspect particulier de cette rue. »

Considérant que le demandeur a introduit les plans modifiés en date du 13/06/2017, que ces modifications n'affectent pas l'objet de la demande, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par les plans initiaux.

(1) Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

(2) Concerne les bâtiments

4) CONCLUSION

Considérant que le projet modifié vise à répondre aux remarques émises durant toute la longue procédure de cette demande de permis, ainsi qu'aux plans et normes en vigueur en Région Bruxelles – Capitale ;

Considérant que le projet réaménage l'espace public avec un souci de complémentarité entre les différents usagers, de qualité, d'esthétique et de durabilité ; que conformément à la priorité 8 du PRD, le confort des circulations piétonnes et des personnes à mobilité réduite est amélioré ;

Considérant que la priorité 11 vise également à réduire l'insécurité qui découle en grande partie des dangers liés à la circulation, en partie pour les usagers les plus fragiles tels que les piétons et les cyclistes ; que le réaménagement des espaces publics doit prendre en compte les mesures nécessaires à la sécurisation des personnes ;

Considérant le constat du plan IRIS II :

« le Plan IRIS 1, partiellement mis en œuvre, n'a permis ni d'atteindre les objectifs du PRD, une réduction de la charge de trafic de 20% en 2010, ni un transfert suffisant vers les modes piétons, cyclistes ou transports publics » ;

Considérant que le plan précise que *« l'espace urbain doit être au service de tous, et d'abord du premier utilisateur de la ville, le piéton »* ; que Bruxelles doit, pour 2018 développer les transports publics, première priorité des pouvoirs publics bruxellois, et être articulée sur la base d'un principe d'organisation de l'aménagement urbain plaçant les transports publics, piétons et cyclistes au centre des préoccupations de déplacement ; que ce principe neutralise toute concurrence entre les trois modes prioritaires, qui sont complémentaires et constituent l'alternative aux déplacements en voiture particulière ;

Considérant que les transports publics, piétons et cyclistes, sont donc prioritaires par rapport aux déplacements en voiture individuelle ; que les aménagements et réaménagements de voiries et d'espaces publics doivent s'inspirer de ce principe ; qu'à cet égard les projets d'infrastructures doivent participer à une rationalisation des capacités routières, doivent garantir les conditions de déplacement des piétons et des cyclistes ; que des zones piétonnières doivent être établies en étroite *collaboration avec les autorités locales* ;

Considérant que le plan IRIS II établit que *la sécurité et le confort de circulation piétonne sont les maîtres mots du programme régional* en matière de mobilité en Région bruxelloise ;

Considérant qu'un projet d'aménagement urbain, d'espace public qui induit un changement, fait rarement l'unanimité des avis ; que les demandes des uns s'opposent aux demandes des autres ; que les oppositions se marquent pour des raisons diamétralement opposées ; qu'un arbitrage s'impose ;

Considérant qu'en matière d'accès aux cyclistes, la prescription 26.5 du PRAS prévoit que *le réseau d'itinéraires cyclables régionaux figure à titre réglementaire sur la " carte des voiries "* ; que *« les actes et travaux relatifs aux voiries situées sur un itinéraire cyclable régional assurent un itinéraire sécurisant, confortable et lisible en réservant aux cyclistes l'espace nécessaire à cet effet et en établissant les aménagements nécessaires à ces fins. »* ;

Considérant que les aménagements projetés et le régime de circulation induit par le projet sont conformes aux prescrits réglementaires en ce qu'ils sont *« sécurisants, confortables et lisibles » pour les vélos* ; que le cycliste gagne sensiblement en termes de sécurité ; qu'en zone 30 km/h, la vitesse n'est pas pénalisante pour les vélos puisque la fluidité du trafic est maintenue, le cycliste n'est pas en insécurité par rapport à la circulation automobile qui circule à une vitesse réduite ;

²Considérant que le projet permet d'opérer un rééquilibrage en matière de mobilité, en faveur des modes actifs ; en prévoyant des trottoirs de minimum 2 m dégagés de tout obstacle, en élargissant la voirie à 4m ce qui permet d'assurer le passage des cyclistes dans les 2 sens ;

Considérant que la largeur de 4m pour la voirie répond à l'arrêté royal en vigueur pour le service d'incendie et d'aide médicale d'urgence, largeur qui leur permet de stabiliser leurs véhicules ;

Considérant que *« concevoir un espace public adapté au piéton, c'est agir pour le plus grand nombre »* (plan IRIS II) ;

Article 2 Le titulaire du permis devra :

1° respecter les conditions suivantes :

- se conformer aux plans PU-P06-BERK, sous réserve de prévoir les dalles podotactiles au carrefour avec l'avenue Albert ;
- se conformer à l'avis du Service de l'Incendie et de l'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles Capitale du , ses références :

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

- se conformer aux exigences des services techniques communaux en matière de travaux de voirie et de raccordements divers (eau, gaz, électricité, téléphone, etc. ...).

2^o ⁽³⁾;

3^o respecter les indications particulières reprises dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 ~~(A n'utiliser que dans les cas définis à l'article 88 l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme modifiée).
Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du.~~

Article 4 Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 5 Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

Article 6 Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Notification au Collège des Bourgmestre et Echevins
de et à Forest ses références :
Le fonctionnaire délégué,

Fait à Bruxelles, le
Le fonctionnaire délégué,

Albert GOFFART
Directeur

Albert GOFFART
Directeur

⁽¹⁾ Copie pour information à l'IBGE (PEB), la C.R.M.S. et ⁽²⁾ l'architecte.

⁽¹⁾ Copie par mail pour information aux membres de la CC : I.B.G.E, S.D.R.B., D.M.S.

*Cms
22/9/2017*

25-09-2017

⁽¹⁾ Biffer la (les) mention(s) inutile(s) ou compléter

⁽²⁾ Concerne les bâtiments

